



RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 03288

Numéro SIREN : 813 079 076

Nom ou dénomination : A&D HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 27/10/2016 sous le numéro de dépôt 19824

Le greffier a été
Tribunal de Commerce
de Bordeaux

Le 27 OCT. 2016

sous le N°.....

A&D HOLDING

SAS au capital de 1.000 €

113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX

813 079 076 RCS BORDEAUX

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 19 OCTOBRE 2016**

L'an deux mille seize, le dix-neuf octobre à 18 heures, les associées de la Société A sont réunies en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du Président, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Président ;
- Lecture du rapport du Commissaire aux Apports ;
- Apports en nature d'actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAI
- Augmentation corrélative du capital social d'une somme de TROIS CENT CIN EUROS (350.000 €) par émission de 1.750 actions en pleine propriété, 1.750 actions en nue-propriété ;
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital par apport en nature ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque associée présente ou son mandataire au moment de son entrée en séance.

L'assemblée est présidée par Madame Audrey HUOT, Président de la société.

Madame Danièle HUOT est désignée comme secrétaire.

Le Commissaire aux Comptes titulaire de la société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par le Président, permet de constater que les associées présentes ou représentées possèdent 10 actions sur les 10 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'assemblée générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- une copie de la lettre de convocation des associées,
- l'avis de réception et une copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des associées représentées et la liste des associées,
- le rapport établi par le Président,
- le rapport établi par le Commissaire aux Apports,
- un exemplaire des statuts de la société,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée.

Le Président déclare que le texte des résolutions ainsi que les documents et informations permettant aux associées de se prononcer en toute connaissance de cause sur les résolutions présentées à leur approbation, ont été communiqués à chaque associée avant la date de la présente assemblée, le tout conformément aux dispositions des statuts.

Immatriculé à : POLE ENREGISTREMENT S.I.E. BORDEAUX CENTRE
Le 21/10/2016 Bordeaux n°2016/2319 Case n°18
Régistrement : 500 €
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
Le Contrôleur des finances publiques
Penalités :
Est 15421

Thierry CALAVIA
Contrôleur des finances publiques

Le Président déclare également que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été communiqués au Commissaire aux Comptes.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite l'ordre du jour sur lequel l'assemblée est appelée à délibérer.

Le Président donne ensuite lecture de son rapport et du rapport du Commissaire aux Apports.

Ces lectures terminées, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Président et du Commissaire aux Apports, décide d'approuver les apports en nature suivants d'un total de 800 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, Société par Actions Simplifiée au capital de 8.000 €, sise 113 rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX, 750 474 074 RCS BORDEAUX, ainsi que l'évaluation qui en a été faite :

- Apport en nature à la société par Madame Danièle HUOT de 400 actions en usufruit de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, d'une valeur totale évaluée à CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (175.000 €) ;
- Apport en nature à la société par Madame Audrey HUOT de 400 actions en pleine propriété et 400 actions en nue-propriété de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, d'une valeur totale évaluée à CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (175.000 €).

Tous les apporteurs étant associés de la société, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucun de ces apports n'est soumis à agrément.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Président et du Commissaire aux Apports et par suite de l'adoption de la résolution qui précède, décide d'augmenter le capital social d'une somme de TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350.000 €) pour le porter de 1.000 € à 351.000 € par émission au pair d'un total de 1.750 actions en pleine propriété, 1.750 actions en usufruit et 1.750 actions en nue-propriété, de 100 € de valeur nominale chacune.

L'Assemblée Générale prend acte que les apports en nature évalués à une valeur totale TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350.000 €) sont rémunérés par l'émission des actions susvisées.

L'Assemblée Générale déclare approuver cette augmentation de capital.

Les actions nouvelles ainsi créées sont complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le capital social est entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social par suite des résolutions qui précèdent, pour le porter de 1.000 € à 351.000 €, divisé en 3.510 actions de 100 € de valeur nominale chacune.

L'Assemblée Générale constate que l'augmentation de capital par apports en nature de 400 actions en pleine propriété, 400 actions en usufruit et 400 actions en nue-propiété de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution qui précède, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la façon suivante :

« Article 6 – APPORTS

Il est rajouté l'alinéa suivant à la fin dudit article :

Aux termes des décisions des associées de la société en date du 19 octobre 2016, il a été procédé à une augmentation du capital social d'un montant total de 350.000 €, suite de l'apport à la Société de 800 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, par émission de :

- *MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles démembrées sous l'usufruit de Mme. Danièle HUOT et la nue-propiété de Mme. Audrey HUOT, de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée ;*
- *MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles en pleine-propiété à Mme. Audrey HUOT, de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée. »*

« Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT CINQUANTE ET UN MILLE EUROS (351.000 €).

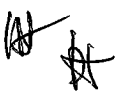
Il est divisé en TROIS MILLE CINQ CENT DIX (3.510) actions, toutes de même catégorie, de CENT (100) euros chacune de valeur nominale. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



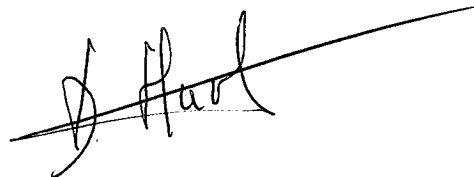
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et le Secrétaire de séance.

Le Président
Audrey HUOT

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Le Secrétaire de séance
Danièle HUOT

A handwritten signature in black ink, featuring a large 'D' and 'H' followed by a long horizontal stroke extending to the right.

CONTRAT D'APPORTS

COPIE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Danièle HUOT,
Née NOLF le 28 juin 1953 à BORDEAUX (33),
Demeurant 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX,
Divorcée de Monsieur Jean-Jacques HUOT, le 02 octobre 1998,

ET

Madame Audrey HUOT,
Née le 18 juillet 1985 à PARIS (75),
Demeurant 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX,
Célibataire et non pacsée,

ET

La société A&D HOLDING (la « Société »),
SAS au capital de 1.000 €,
113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX,
813 079 076 RCS BORDEAUX,
Représentée par sa Présidente, Madame Audrey HUOT,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – DECLARATIONS DE CHACUN DES APORTEURS

Déclaration de Madame Danièle HUOT :

Madame Danièle HUOT détient 400 actions en usufruit de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, SAS au capital de 8.000 €, sise 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 750 474 074, représentée par sa Présidente, Madame Audrey HUOT.

Déclaration de Madame Audrey HUOT :

Madame Audrey HUOT détient 400 actions en pleine propriété et 400 actions en nue-propriété de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, SAS au capital de 8.000 €, sise 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 750 474 074 représentée par sa Présidente, Madame Audrey HUOT.

ARTICLE 2 – APPORTS

- Par Madame Danièle HUOT :

- 1) Apport à la Société de l'usufruit de 400 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, sous les conditions et garanties ci-dessous stipulées ;

- Par Madame Audrey HUOT :

- 2) Apport à la Société de la nue-propiété de 400 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, avec l'autorisation expresse de l'usufruitière, Mme. Danièle HUOT, sous les conditions et garanties ci-dessous stipulées ;
- 3) Apport à la Société de la pleine-propiété de 400 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, sous les conditions et garanties ci-dessous stipulées.

L'apport conjoint de titres démembrés décrit ci-dessus représente 100 % du capital et des droits de vote de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON.

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

La Société a été agréée en qualité d'associé de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON par décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associées de cette dernière en date du 18 octobre 2016, conformément aux statuts de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON.

L'apport des droits sociaux démembrés de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON est fait sous les garanties ordinaires et de droit.

Les droits sociaux démembrés apportés ont été évalués à un montant total de TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350.000 €), soit CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (175.000 €) pour l'apport en usufruit fait par Madame Danièle HUOT, et CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (175.000 €) pour l'apport en pleine propriété ainsi que l'apport en nue-propiété faits par Madame Audrey HUOT.

Les évaluations ci-dessus retenues ont été soumises à la société AECCELIS, sise Parc Sextant – Bât. B – 6-8, avenue des Satellites – 33185 LE HAILLAN, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 789 184 991, représentée par Monsieur Laurent DUBOIS, Commissaire aux Comptes inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Bordeaux, désigné en qualité de Commissaire aux apports par décisions unanimes des associés en date du 04 août 2015.

ARTICLE 3 – REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération des apports ci-dessus désignés, évalués à une valeur totale de TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350.00 €), il sera attribué aux apporteurs un total de TROIS MILLE CINQ CENTS (3.500) actions nouvelles de la Société, réparties comme suit :

- Pour Madame Danièle HUOT :

- 1) L'usufruit de MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée ;

- Pour Madame Audrey HUOT :

- 1) La nue-propriété sous l'usufruit de Mme. Danièle HUOT de MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée ;
- 2) La pleine-propriété de MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement.

Ces actions démembrées, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur émission.

L'apport de chaque associée sera ainsi rémunéré par l'attribution de 3.500 actions nouvelles de 100 € chacune de la Société, soit 1.750 actions en pleine-propriété, 1.750 actions en usufruit et 1.750 actions en nue-propriété.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

Les apports objet du présent contrat ne seront définitifs qu'après approbation de l'évaluation de chacun des apports et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société, qui devra intervenir ce jour.

A défaut le présent contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 5 – ELECTION DU DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

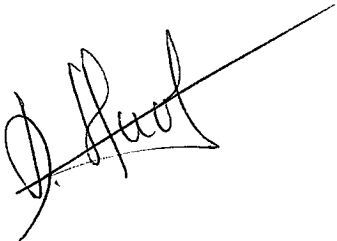
ARTICLE 6 – AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ARTICLE 7 – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en cinq (5) exemplaires,
À BORDEAUX,
Le 19 octobre 2016,

Mme. Danièle HUOT	Mme. Audrey HUOT Pour la Société A&D HOLDING Mme. Audrey HUOT
	
Pour la Société A&D HOLDING Mme. Audrey HUOT	
	

CONTRAT D'APPORTS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Danièle HUOT,
Née NOLF le 28 juin 1953 à BORDEAUX (33),
Demeurant 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX,
Divorcée de Monsieur Jean-Jacques HUOT, le 02 octobre 1998,

ET

Madame Audrey HUOT,
Née le 18 juillet 1985 à PARIS (75),
Demeurant 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX,
Célibataire et non pacsée,

ET

La société A&D HOLDING (la « Société »),
SAS au capital de 1.000 €,
113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX,
813 079 076 RCS BORDEAUX,
Représentée par sa Présidente, Madame Audrey HUOT,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DECLARATIONS DE CHACUN DES APPORTEURS

Déclaration de Madame Danièle HUOT :

Madame Danièle HUOT détient 400 actions en usufruit de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, SAS au capital de 8.000 €, sise 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 750 474 074, représentée par sa Présidente, Madame Audrey HUOT.

Déclaration de Madame Audrey HUOT :

Madame Audrey HUOT détient 400 actions en pleine propriété et 400 actions en nue-propriété de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, SAS au capital de 8.000 €, sise 113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 750 474 074 représentée par sa Présidente, Madame Audrey HUOT.

ARTICLE 2 – APPORTS

- Par Madame Danièle HUOT :

- 1) Apport à la Société de l'usufruit de 400 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, sous les conditions et garanties ci-dessous stipulées ;

- Par Madame Audrey HUOT :

- 2) Apport à la Société de la nue-propriété de 400 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, avec l'autorisation expresse de l'usufruitière, Mme. Danièle HUOT, sous les conditions et garanties ci-dessous stipulées ;
- 3) Apport à la Société de la pleine-propriété de 400 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, sous les conditions et garanties ci-dessous stipulées.

L'apport conjoint de titres démembrés décrit ci-dessus représente 100 % du capital et des droits de vote de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON.

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

La Société a été agréée en qualité d'associé de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON par décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associées de cette dernière en date du 18 octobre 2016, conformément aux statuts de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON.

L'apport des droits sociaux démembrés de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON est fait sous les garanties ordinaires et de droit.

Les droits sociaux démembrés apportés ont été évalués à un montant total de TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350.000 €), soit CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (175.000 €) pour l'apport en usufruit fait par Madame Danièle HUOT, et CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (175.000 €) pour l'apport en pleine propriété ainsi que l'apport en nue-propriété faits par Madame Audrey HUOT.

Les évaluations ci-dessus retenues ont été soumises à la société AECCELIS, sise Parc Sextant – Bât. B – 6-8, avenue des Satellites – 33185 LE HAILLAN, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 789 184 991, représentée par Monsieur Laurent DUBOIS, Commissaire aux Comptes inscrit sur la liste de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Bordeaux, désigné en qualité de Commissaire aux apports par décisions unanimes des associés en date du 04 août 2015.

ARTICLE 3 – REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération des apports ci-dessus désignés, évalués à une valeur totale de TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350.00 €), il sera attribué aux apporteurs un total de TROIS MILLE CINQ CENTS (3.500) actions nouvelles de la Société, réparties comme suit :

- Pour Madame Danièle HUOT :
 - 1) L'usufruit de MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée ;
- Pour Madame Audrey HUOT :
 - 1) La nue-propriété sous l'usufruit de Mme. Danièle HUOT de MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée ;
 - 2) La pleine-propriété de MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérées.

Ces actions démembrées, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur émission.

L'apport de chaque associée sera ainsi rémunéré par l'attribution de 3.500 actions nouvelles de 100 € chacune de la Société, soit 1.750 actions en pleine-propriété, 1.750 actions en usufruit et 1.750 actions en nue-propriété.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

Les apports objet du présent contrat ne seront définitifs qu'après approbation de l'évaluation de chacun des apports et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société, qui devra intervenir ce jour.

A défaut le présent contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 5 – ELECTION DU DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

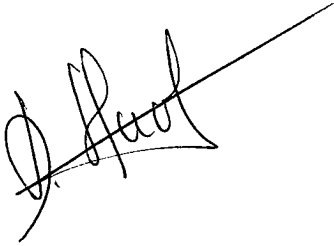
ARTICLE 6 – AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ARTICLE 7 – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en cinq (5) exemplaires,
À BORDEAUX,
Le 19 octobre 2016,

Mme. Danièle HUOT	Mme. Audrey HUOT Pour la Société A&D HOLDING <i>Mme. Audrey HUOT</i>
	
Pour la Société A&D HOLDING <i>Mme. Audrey HUOT</i>	
	



EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le présent
dépôt a été
Tribunal de Commerce
de Bordeaux

Le 27 OCT. 2016

sous le N° 19824

A&D HOLDING, S.A.S

Assemblée générale extraordinaire du 19 octobre 2016

Rapport du commissaire aux apports

A&D HOLDING, S.A.S

Assemblée générale extraordinaire du 19 octobre 2016

Rapport du commissaire aux apports

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision unanime des associés de la société A&D HOLDING, S.A.S en date du 8 août 2015, concernant les apports en nature devant être effectué par Madame Audrey HUOT et Madame Danièle HUOT dans le cadre de l'augmentation du capital de cette société, nous avons établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu à l'article L. 223-9 du code de commerce.

Les apports envisagés sont décrits dans le projet de contrat d'apport présenté aux associés. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée, et d'apprécier les avantages particuliers stipulés.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport, et d'autre part, à apprécier les avantages particuliers stipulés.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

- 1. Présentation de l'opération et description des apports.**
- 2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.**
- 3. Conclusion.**

1. PRÉSENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1. Contexte de l'opération

Le présent apport de titres envisagé vise à apporter à la société A&D HOLDING, S.A.S :

- par Madame Danièle HUOT, les 400 actions en usufruit qu'elle détient dans la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S ;
- par Madame Audrey HUOT, les 400 actions en pleine propriété ainsi que les 400 actions en nue-propriété qu'elle détient dans la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S.

1.2. Présentation des sociétés et des parties et intérêts en présence

1.2.1. Personnes physiques apporteuses

Madame Danièle HUOT, demeurant 113, rue des Pins Francs à BORDEAUX (33200), est associée des sociétés A&D HOLDING, S.A.S et A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S.

Madame Audrey HUOT, demeurant 113, rue des Pins Francs à BORDEAUX (33200), est associée et Présidente des sociétés A&D HOLDING, S.A.S et A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S.

1.2.2. Société A&D HOLDING, S.A.S

La société A&D HOLDING, S.A.S, immatriculée sous le numéro 813 079 076 RCS BORDEAUX, a un capital formé de 10 actions de €100 chacune, détenues intégralement par Madame Audrey HUOT et Madame Danièle HUOT. Le siège social de la société est sis 113, rue des Pins Francs à BORDEAUX (33200).

L'objet social de la société comprend notamment l'acquisition, la souscription, la détention et la gestion, la transmission de participations dans toutes sociétés ou groupements.

1.2.3. Société dont les titres sont apportés

A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S est une société par actions simplifiée au capital social de €8.000, dont le siège social est sis 113, rue des Pins Francs à BORDEAUX (33200). Elle est immatriculée sous le numéro 750 474 074 RCS BORDEAUX.

Son capital social, composé de 800 actions d'une valeur nominale unitaire de €10, est détenu par :

- Madame Danièle HUOT à concurrence de 400 actions en usufruit ;
- Madame Audrey HUOT à concurrence de 400 actions en pleine propriété et 400 actions en nue propriété.

La société a notamment pour activités toutes prestations de services, en faveur de personnes, personnes âgées et/ou dépendantes, de personnes handicapées et notamment l'aide à la toilette, l'hygiène des personnes avec aide au lever et au coucher si besoin, l'assistance diététique, préparation des repas et aide à la prise de repas, le soutien administratif en accord avec la famille, la coordination entre tous les intervenants impliqués auprès de la personne, le nettoyage domestique, la garde d'enfants de moins de trois ans.

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de contrat d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport

L'apport est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 223-9 du code de commerce.

1.3.2. Rémunération de l'apport

En rémunération des apports, il sera attribué aux apporteurs un total de 3.500 actions nouvelles de la société bénéficiaire, réparties comme suit :

- pour Madame Danièle HUOT l'usufruit de 1.750 actions nouvelles de la société A&D HOLDING, S.A.S, de €100 de valeur nominale chacune ;
- pour Madame Audrey HUOT la nue-propriété de 1.750 actions nouvelles et la pleine propriété de 1.750 actions nouvelles et de la société A&D HOLDING, S.A.S, de €100 de valeur nominale chacune

1.3.3. Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4. Présentation de l'apport

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport de titres envisagé n'entre pas dans le champ du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties.

1.4.2. Description des apports

Les 800 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S dont l'apport est envisagé ont été évalués à leur valeur réelle estimée à un montant total de €350.000.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associées de A&D HOLDING, S.A.S sur la valeur des apports devant être effectués par Madame Danièle HUOT et Madame Audrey HUOT.

Nous avons notamment :

- échangé avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de contrat d'apport ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- pris connaissance des derniers comptes annuels et de l'activité de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S dont les titres sont apportés ;
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part de la dirigeante de la sociétés A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant grever la consistance des capitaux propres ou remettre en cause de façon significative les perspectives ayant sous-tendu les évaluations réalisées.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

L'apport de titres envisagé est effectué par des personnes physiques.

Aux termes du projet de contrat d'apport, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des parts sociales en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.

2.3. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la propriété par Madame Danièle HUOT et Madame Audrey HUOT des titres démembrés objet du présent apport.

2.4. Appréciation de la valeur de l'apport

2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur des titres représentant 100% du capital de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S.

2.4.2. Valorisation des titres de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, S.A.S

Pour apprécier la valeur de l'apport, nous avons mis en œuvre une évaluation multicritère.

2.4.2.1. Méthodes d'évaluation écartées

Dividendes

Ne pouvant préjuger de la politique de distribution susceptible d'être adoptée au cours des exercices futurs, cette méthode d'évaluation a été écartée.

Évaluation par l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie

En raison notamment de la taille de la société, cette méthode, consistant à déterminer la valeur intrinsèque d'une entreprise par l'actualisation des flux financiers issus d'un plan prévisionnel, n'a pas été mise en œuvre.

2.4.2.2. Méthodes d'évaluation retenues

Actif net réévalué

Nous avons comparé la valeur d'apport avec l'actif net comptable apparaissant sur la situation comptable de la société au 30 juin 2016 augmenté de la valeur du fonds de commerce apprécié sur la base du chiffre d'affaires, en nous référant à la méthode de valorisation retenue par les parties pour calculer la valeur réelle des apports.

Multiples d'EBE

Afin de corroborer les résultats de l'approche ci-dessus, nous avons appliqué les multiples moyens observés pour des sociétés taille comparable du secteur des services à la personne à l'excédent brut d'exploitation de l'exercice 2015.

2.4.2.3. Synthèse des valorisations

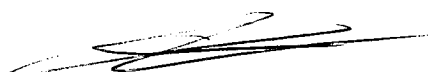
La valeur d'apport retenue se situe à l'intérieur des fourchettes de valorisation ressortant des analyses ci-dessus, étant pris en compte une hypothèse de poursuite de la croissance du chiffre d'affaires de la société.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à un montant de €350.000 n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à Le Haillan, le 11 octobre 2016

Le Commissaire aux apports
AECCELIS



Laurent Dubois

A&D HOLDING

SAS au capital de 351.000 €
113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX
813 079 076 RCS BORDEAUX

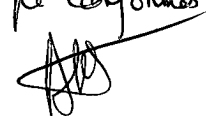
Greffe du
Tribunal de Commerce
de Bordeaux

Le 27 OCT. 2016

Numéro de dépôt N°.....19824

STATUTS

Mis à jour par décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 octobre 2016

Certifié conforme


S O M M A I R E

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION - SIEGE SOCIAL – DUREE

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL – LIBERATION DES ACTIONS – FORME DES ACTIONS – ACTIONS DE PREFERENCE – NEGOCIABILITE – PROPRIETE — TRANSMISSION – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS – INDIVISIBILITE DES ACTIONS – DEMEMBREMENT DU DROIT DE PROPRIETE – LOCATION D'ACTIONS

TITRE III

REPRESENTATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE (Président, Directeur Général, Directeur Général Délégué) – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES D'ASSOCIES – DROIT D'INFORMATION PERMANENT

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

TITRE VII

DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION - SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les associés, propriétaires des actions ci-après créées, une société par actions simplifiée régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce ;
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L. 225-126 du Code de commerce et L. 225-243, et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code Civil ;
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du code de commerce, la société par actions simplifiée ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La présente société par actions simplifiée a pour objet :

- L'acquisition, la souscription, la détention et la gestion, la transmission de participations dans toutes sociétés ou groupements ;
- La stratégie, l'animation, le conseil et l'assistance administrative, technique ou commerciale de ses participations ;
- Tout acte de gestion et de disposition du patrimoine social, tout investissement et tout placement à caractère professionnel, financier ou autre, tel que, notamment, la création, la location, l'achat, la vente, l'échange, la location-gérance de tous établissements, fonds de commerce ou d'industrie, immeubles, droits sociaux, droits mobiliers ou immobiliers et droits dans tous groupements ou associations ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La présente société par actions simplifiée a pour dénomination sociale :

A&D HOLDING

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **113, rue des Pins Francs – 33200 BORDEAUX.**

Le transfert du siège social intervient sur simple décision du Président de la société visé sous l'article 17.1.2 des statuts, ce dernier étant habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années, sauf droit de dissolution anticipée ou de prorogation.

Cette durée peut, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président doit provoquer une délibération du ou des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL – LIBERATION DES ACTIONS - FORME DES ACTIONS – ACTIONS DE PREFERENCE – NEGOCIABILITE – PROPRIETE - TRANSMISSION DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS - INDIVISIBILITE DES ACTIONS – DEMEMBREMENT DU DROIT DE PROPRIETE – LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est effectué à la présente société, à sa constitution, uniquement des apports en numéraire correspondant au montant nominal des actions composant le capital social.

Ces actions de numéraire ont été libérées à concurrence de la totalité lors de la constitution de la société ainsi que le constate le certificat établi par la Banque Populaire, 73 avenue Louis Barthou, 33200 Bordeaux, dépositaire des fonds, le 12 août 2015.

Aux termes des décisions des associées de la société en date du 19 octobre 2016, il a été procédé à une augmentation du capital social d'un montant total de 350.000 €, suite de l'apport à la Société de 800 actions de la société A&D SERVICES LE CONFORT A LA MAISON, par émission de :

- MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles démembrées sous l'usufruit de Mme. Danièle HUOT et la nue-propiété de Mme. Audrey HUOT, de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée ;
- MILLE SEPT CENT CINQUANTE (1.750) actions nouvelles en pleine-propiété à Mme. Audrey HUOT, de 100 € chacune de valeur nominale, émises au pair et entièrement libérée.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT CINQUANTE ET UN MILLE EUROS (351.000 €).

Il est divisé en TROIS MILLE CINQ CENT DIX (3.510) actions, toutes de même catégorie, de CENT (100) euros chacune de valeur nominale.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, selon les dispositions concernant les modifications du capital des sociétés anonymes qui, aux termes du Code de Commerce sont applicables aux SAS.

8.1 L'augmentation du capital en cas d'associé unique, sera décidée par celui-ci.

Notamment, l'associé unique pourra décider de réserver la souscription en tout ou en partie à un nouvel associé.

En cas de pluralité d'associés, ceux-ci, statuant collectivement aux conditions des décisions extraordinaires et sur le rapport du Président, seront seuls compétents pour décider une augmentation de capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

Il pourra également être prévu que chaque associé puisse renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription ou le négocier pendant la durée de la souscription.

En cas de démembrement dans la propriété des actions, le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propiétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

8.2 La réduction du capital en cas d'associé unique, sera décidée par celui-ci.

En cas de pluralité d'associés, ceux-ci, statuant collectivement aux conditions des décisions extraordinaires et sur le rapport du Président, seront seuls compétents pour décider une réduction de capital.

Elle pourra avoir lieu notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Le Président et, le cas échéant, le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué de la société, peuvent être chargés de la réalisation des diverses opérations relatives à la modification du capital.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs, gérants et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS – ACTIONS DE PREFERENCE

10.1 Les titres de la société sont obligatoirement nominatifs.

Les valeurs mobilières émises par la société sont représentées par une inscription dans un compte ouvert au nom de chaque propriétaire et tenu par la société conformément aux dispositions légales.

Les valeurs mobilières comprennent les actions, les obligations, les valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances ainsi que tous droits négociables détachés de ces titres, tels que droits de souscription ou d'attribution.

Ces valeurs se transmettent par virement de compte à compte constaté par ordre chronologique dans un registre de mouvements.

En cas de cession de valeurs mobilières, la société inscrira en compte d'associé, le transfert de propriété des actions et autres valeurs mobilières à la date fixée par les parties et qui lui aura été notifiée. Cette notification devra se faire, au gré des parties, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par lettre remise en main propre contre décharge entre les mains d'un représentant légal de la société.

10.2 La société peut, le cas échéant, créer des actions de préférence dans le cadre des dispositions du Code de Commerce applicables aux sociétés par actions.

En outre, pour toute situation non réglée par le Code de Commerce, selon le cas l'associé unique ou la collectivité des associés seront compétents, comme en matière d'augmentation du capital, pour décider librement des conditions de création des actions privilégiées et déléguer, le cas échéant, les conditions de réalisation au Président, au Directeur Général et/ou au Directeur Général Délégué.

Enfin, l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes peut décider ou autoriser le rachat des actions dotées de privilèges.

ARTICLE 11 - NEGOCIABILITE – PROPRIETE - TRANSMISSION DES ACTIONS

11.1 Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

11.2 La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet conformément aux dispositions générales de l'article 10 ci-avant.

11.3 La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire.

En cas de cession de valeurs mobilières, la société inscrira en compte d'associé, le transfert de propriété à la date fixée par les parties et qui lui aura été notifiée. Cette notification se fera, au gré des parties, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par lettre remise en main propre contre décharge entre les mains d'un représentant légal de la société.

Les actions sont transmissibles aux conditions suivantes :

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les cessions d'actions seront transmissibles sous les conditions ci-après exposées :

Procédure d'agrément :

Toutes les cessions d'actions, sauf entre associés, sont soumises à la procédure d'agrément suivante :

L'associé cédant doit notifier son projet de cession au Président par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les nom, prénom et adresse du cessionnaire, le nombre d'actions à céder, le prix et les autres conditions de la cession projetée.

Le Président de la société doit notifier à l'associé cédant, soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception, la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise par un ou plusieurs associés représentant au moins la majorité du capital et des droits de vote de la société et délibérant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires, dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession ; les actions de l'associé qui projette de céder ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La notification susvisée par le Président à l'associé cédant doit être effectuée dans le délai de 10 jours de la décision prise par les associés sur l'agrément.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé accepté.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut céder librement le nombre d'actions indiqué dans la notification de la décision d'agrément aux conditions prévues. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 15 jours de la notification de la décision d'agrément.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant doit, dans un délai de 8 jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :

- Soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs associés ou par un tiers ;
- Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six mois de ce rachat céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions du cédant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du dernier délai de 3 mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

Ces dispositions sont également applicables à tous actes emportant la transmission de titres à caractère gratuit ou onéreux, entre vifs ou à cause de décès, entraînant immédiatement ou à terme transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des titres, quelle qu'en soit la qualification, notamment en cas d'échange, donation, apport isolé, apport en société, apport partiel d'actif, fusion ou scission, transmission universelle de patrimoine, succession, sans que cette liste ait un caractère limitatif. Elles s'appliquent aussi à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est également applicable à toute transmission de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

La présente clause ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Pour le droit de vote et de représentation aux décisions d'associés, chaque action donne droit à une voix.

Plus généralement, chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou Assemblées Générales dans les mêmes conditions que celles prévues par le Code de Commerce pour les sociétés anonymes et dans les conditions spécifiques de l'article "Décisions collectives d'associés" ci-après.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS – DEMEMBREMENT DU DROIT DE PROPRIETE

13.1 Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

En cas de pluralité d'associés et de propriété indivise sur des titres, les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Toutefois, chacun des associés indivis doit être convoqué aux délibérations d'associés et peut exercer les droits de communication qui leur sont réservés.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

13.2 Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

13.3 En cas de démembrement du droit de propriété sur les actions, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires et les Assemblées Générales spéciales, le cas échéant.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire aura le droit de participer aux Assemblées Générales.

ARTICLE 14 - LOCATION D'ACTIONS

Les actions de la Société pourront être données à bail dans les termes des articles L. 239-1 à L. 239-5 du Code de Commerce.

Le contrat de bail devra comporter les mentions visées à l'article R. 239-1 du Code de Commerce.

Le cas échéant, toutes dispositions légales ou statutaires relatives à l'agrément du cessionnaire d'actions sont applicables dans les mêmes conditions au locataire d'actions.

TITRE III

REPRESENTATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE (Président, Directeur Général, Directeur Général Délégué) – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

ARTICLE 15 - DIRECTION DE LA SOCIETE

15.1 Le Président

15.1.1 Fonction – nomination – durée du mandat – rémunération :

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne morale ou physique salariée ou non, associée ou non de la société.

Les règles fixant la responsabilité des membres du Conseil d'Administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Le Président est nommé, renouvelé ou remplacé par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des voix des membres présents ou représentés, l'intéressé pouvant participer au vote sur sa nomination s'il est associé.

Le mandat du Président est d'une durée indéterminée.

Les fonctions de Président prennent fin par le décès, la démission, la révocation.

Le Président, personne physique, sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de soixante cinq ans révolus.

En cas de démission volontaire, le Président doit respecter un préavis de trois mois qui pourra être réduit lors de la décision de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur son remplacement.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'Assemblée prise à la majorité des voix des membres présents ou représentés, l'intéressé pouvant participer au vote sur sa révocation s'il est associé.

Cette révocation peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Président dont le mandat social n'est pas rémunéré, ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la société d'indemnité de cessation de fonctions.

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'Assemblée.

Il est rappelé que le Président peut être lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

En outre, il est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur production de justificatifs.

15.1.2 Les pouvoirs du Président :

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social. Les dispositions des statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Par application des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce et comme ci-avant relaté, toutes décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital de la société, de transformation de la société en une société d'une autre forme, de fusion, de scission, de dissolution, de nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices, relèvent de la compétence exclusive de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Le cas échéant, dans les rapports entre la société et son Comité d'Entreprise le Président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article L. 2323-62 et suivants du code du travail.

Il devra provoquer des réunions du comité chaque fois que les mesures à prendre nécessitent une information préalable de ce dernier ; la décision ne sera prise qu'après cette information.

15.2 Le Directeur Général – le Directeur Général Délégué

15.2.1 Fonction – nomination – durée du mandat – rémunération :

Le Président peut être assisté d'un (ou plusieurs) Directeur Général qui est obligatoirement une personne physique salariée ou non et associée ou non de la société.

Le Président peut, en outre, être assisté d'un (ou plusieurs) Directeur Général Délégué et, en ce cas, toutes dispositions ci-après des présents statuts relatives au Directeur Général, valent également pour le Directeur Général Délégué et s'appliquent également à lui de la même façon.

Le Directeur Général est responsable à l'égard de la société ou des tiers de ses fautes personnelles conformément au droit commun.

Le Directeur Général est nommé, renouvelé ou remplacé sur proposition du Président, par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des voix des membres présents ou représentés, l'intéressé pouvant participer au vote sur sa nomination s'il est associé.

Le mandat du Directeur Général est d'une durée indéterminée.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin par le décès, la démission, la révocation.

Le Directeur Général, personne physique, sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de soixante-cinq ans révolus.

En cas de démission volontaire, le Directeur Général doit respecter un préavis de trois mois, qui pourra être réduit sur décision du Président ; la démission du Directeur Général n'est recevable que si elle est adressée au Président par lettre recommandée.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par décision du Président. Cette décision peut ne pas être motivée. En outre, le Directeur Général est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Directeur Général (dont le mandat social n'est pas rémunéré), ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la société d'indemnité de cessation de fonctions.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision de l'Assemblée.

Il est rappelé que le Directeur Général pourra être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

En outre, il est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur production de justificatifs.

15.2.2 Les pouvoirs du Directeur Général :

Le Directeur Général assiste le Président dans ses fonctions.

Au même titre que lui, il représente légalement la société dans ses rapports avec les tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance en son nom, dans les limites de l'objet social.

Dans les mêmes conditions que le Président, il engage également la société par ses actes ne relevant pas de l'objet social.

Les pouvoirs du Directeur Général, dans le cadre de l'organisation interne, sont fixés par l'Assemblée, aux conditions de quorum et de majorité des décisions ordinaires, et en accord avec le Président, lors de la décision de sa nomination ; ils ne peuvent être modifiés que dans les mêmes conditions.

Ainsi, il peut être confié au Directeur Général, à titre individuel, une ou plusieurs missions spécifiques.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président et sauf décision contraire de l'Assemblée, le Directeur Général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

Dans les termes de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé, étant précisé que le dirigeant associé, ou l'associé concerné en cas de pluralité d'associés, participe au vote sur la ou les conventions qui le concerne.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Président et aux autres dirigeants, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Toutefois, si la société exploite un établissement bancaire ou financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants de l'une des personnes concernée ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi, dès que les conditions légales et réglementaires sont réunies ou sur demande volontaire des associés.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les commissaires aux comptes sont nommés par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Afin de préserver l'indépendance des commissaires à l'égard de la société et de ses dirigeants, toute nomination de commissaire aux comptes est soumise aux règles d'incompatibilité édictées par les dispositions du Code de commerce en la matière.

Le commissaire aux comptes est convoqué aux décisions d'associés ou en est informé, s'il s'agit de consultation écrite ou par téléconférence, au plus tard en même temps que les associés.

Le commissaire aux comptes remet ses rapports à la société au plus tard au jour de la convocation qui appelle les associés à statuer sur lesdits comptes annuels.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles relatifs au contrôle des sociétés anonymes, dans le Code de commerce.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES D'ASSOCIES – DROIT D'INFORMATION PERMANENT

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES D'ASSOCIES

L'associé unique exerce unilatéralement les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

L'associé unique ne peut se substituer quelqu'un d'autre dans les décisions relevant de sa compétence mais il peut librement donner pouvoir à toute personne de son choix pour exprimer ses décisions, selon les règles de droit commun du mandat.

Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui, répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'Assemblées et valablement certifiés conformes par le Président.

En cas de pluralité d'associés, les opérations ci-après feront l'objet d'une décision collective des associés, dans les conditions ci-après énoncées :

18.1 Nature des décisions – conditions de convocation :

Les décisions d'associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, sauf accord unanime, augmenter les engagements des associés.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président ou, en cas de carence, par un mandataire désigné en justice.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être provoquée par le ou les associés demandeurs détenant la fraction de 10 % du capital.

En outre, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

18.2 Conditions de quorum :

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote, et sur deuxième consultation, le cinquième des actions ayant le droit de vote.

18.3 Conditions générales de majorité :

18.3.1 Sauf dispositions spécifiques de la loi ou des statuts, requérant l'unanimité et ci-après énoncées en détail, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts, notamment :
 - Extension ou modification de l'objet social,
 - Augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
 - Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission,
 - Transformation de la forme juridique de la société,
 - Prorogation de la durée de la société,
 - Dissolution – liquidation de la société,
 - Agrément des cessionnaires d'actions,
 - Toute modification statutaire autre que celles visées à l'article L. 227-19 du Code de Commerce,
- et à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés pour toutes autres décisions ordinaires, notamment :
 - Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
 - Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes,
 - Fixation de la rémunération du Président,

- Approbation des conventions.

18.3.2 Ainsi, par dérogation légale aux dispositions qui précèdent,

- l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions,
- toute décision tendant à prévoir l'inaliénabilité temporaire des actions, la possibilité d'exclure un associé, les règles statutaires concernant une obligation d'informer la société en cas de changement intervenant dans le contrôle direct ou indirect, au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, d'une société associée,
- et de façon générale, toute décision, y compris de transformation de la forme sociale, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés,

Ne peuvent être prise qu'à l'unanimité des associés.

18.3.3 Une abstention est assimilée à un vote contre. Le vote doit s'exprimer dans le même sens pour la totalité des voix dont dispose l'associé.

18.3.4 Toute autre décision relève de la compétence du Président et, le cas échéant, du Directeur Général, selon les dispositions ci avant.

18.4 Modalités d'expression des décisions – information préalable des associés - délais:

Sauf les cas qui seraient prévus aux statuts, les décisions collectives des associés sont prises soit en Assemblée Générale, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique, audiovisuelle ou électronique. En ces derniers cas, tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions, dans la mesure où seront garantis la participation effective et la possibilité d'expression de la décision de tous les associés tout au long de la réunion.

Les décisions peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés signé par tous les associés.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable faite par tous procédés de communication écrite comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

La communication de cette information et la convocation des associés doivent intervenir huit jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

18.5 Assemblées Générales :

Les réunions des Assemblées Générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est convoquée et présidée par le Président ; à défaut, l'Assemblée élit son Président de séance parmi les associés ; en cas d'associé personne morale, le Président pourra être un représentant de cet associé.

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence qui est certifiée et signée par le Président, un ou deux scrutateurs désignés parmi les associés acceptant cette fonction et le secrétaire de l'Assemblée, qui peut ne pas être un associé.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ; chaque mandataire pouvant disposer d'un nombre non limité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

18.6 Consultations écrites :

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximum de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, pour chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption pour le mot "oui", rejet pour le mot "non" ou encore "abstention") ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en écrivant lisiblement, pour chaque résolution, le mot "oui" ou le mot "non" selon le sens de son vote. S'il n'écrit rien ou écrit de façon illisible, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné et est assimilé à un vote contre.

L'associé ayant émis un vote régulièrement reçu ne peut ensuite émettre un nouveau vote, même dans l'hypothèse où le délai de consultation ne serait pas expiré. Le premier vote adressé est considéré comme définitif.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal constatant le résultat des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

18.7 Consultations par voie de téléconférence, téléphonique, audiovisuelle ou électronique :

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés confirment leurs votes en retournant une copie au Président le jour même, après l'avoir chacun signé, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

18.8 Procès verbaux – établissement et certification :

Les procès-verbaux des décisions collectives des associés sont établis et signés par les membres du bureau sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président.

18.9 Dispositions particulières concernant les droits du Comité d'entreprise lors des Assemblées ou délibérations des associés par voie de télécommunication (téléphonique, audiovisuelle ou électronique) :

Le Comité d'Entreprise représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, peut en outre requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des délibérations des associés.

La demande d'inscription des projets de résolutions, assortie d'un bref exposé des motifs, devra être adressée, au siège social, à l'attention du Président soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par un moyen de télécommunication électronique, et devra, pour être inscrite à l'ordre du jour de la délibération des associés, être reçue par le Président au moins 5 jours avant sa date.

En cas de demande d'inscription de projets de résolutions, le Président adresse, dès réception de cette demande, par tous moyens, un ordre du jour complémentaire aux associés.

ARTICLE 19 - DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- La liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;

- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents ci-avant visés sous l'article 21, soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En cas de démembrement dans la propriété des actions, le droit d'information ci-dessus bénéficiera au nu-propriétaire et à l'usufruitier.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée de douze mois, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2016.

ARTICLE 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, s'il y a lieu ses activités en matière de recherche et de développement.

En application des dispositions de l'article L. 227-1, alinéa 3, du Code de commerce, le Président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'Assemblée Générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions comme relaté au second alinéa de l'article L. 225-184 dudit code.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société, le cas échéant, dans les conditions légales et réglementaires.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

De plus, les réserves sont réputées appartenir aux nus propriétaires des actions. En conséquence, l'accord de ces derniers est toujours nécessaire à une distribution de réserves.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteintes au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

TITRE VII
DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

ARTICLE 24 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

La liquidation est effectuée conformément aux dispositions du Code de commerce.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait à Bordeaux, le 12 août 2015,
Statuts mis à jour par AGE du 19 octobre 2016.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that is difficult to decipher but appears to be a personal name or initials.